



Projet

Allocution de SEM ISSOUFOU MAHAMPADOU Président de la République, Président de la Commission Climat pour la Région du Sahel lors de la table ronde de haut niveau sur les changements climatiques organisée par le Secrétaire Général des Nations Unies le 24 Septembre 2020 à New York.

75^e Session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies

- **Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;**
- **Mesdames et Messieurs, distingués participants, distingués invités.**

C'est avec un immense plaisir que je participe à cette table ronde de haut niveau portant sur la mobilisation des financements en faveur de la lutte contre les changements climatiques, en ma double qualité de Président de la République du Niger et Président de la Commission Climat pour la Région du sahel.

Je voudrais remercier le Secrétaire Général des Nations Unies Son Excellence Monsieur Antonio Guterres pour cette marque d'estime, pas seulement à mon égard, mais à l'endroit des centaines de millions d'habitants qui peuplent l'espace sahélien. La présente rencontre est illustrative de son engagement exceptionnel en faveur de la lutte contre les changements climatiques.

Mesdames, Messieurs,

Notre table ronde se déroule dans un contexte mondial caractérisé par l'expansion de la Covid-19 et les phénomènes climatiques extrêmes.

La Covid-19 fait vaciller le monde Elle nous donne l'occasion d'attirer une fois encore, l'attention de l'ensemble de la communauté internationale pour une prise de conscience collective favorisant une nouvelle gouvernance mondiale plus équitable, plus inclusive et ayant comme repères, la promotion de la justice sociale, la dignité, la solidarité et la culture de la paix.

Comme si cela ne suffisait pas, l'année 2020 est par ailleurs marquée par

une recrudescence des phénomènes climatiques extrêmes dans les quatre coins du monde, sur les océans comme sur la surface de la terre. C'est ainsi qu'au moment où des Etats du continent américain faisaient face à des forts incendies occasionnés par la sécheresse à l'Ouest ainsi qu'aux impacts des ouragans vers la côte Est, le Sahel et certaines régions du monde, subissent des dégâts occasionnés par des fortes inondations jamais enregistrées ces dernières décennies.

Ces récents phénomènes climatiques extrêmes ont montré une fois de plus que les changements climatiques constituent une réelle menace sur notre abri commun, la terre ainsi que sur notre civilisation en particulier dans la région du Sahel, où plus de 67 millions de personnes vivent dans des zones vulnérables affectées par la dégradation des terres et la désertification. Ces tendances sont d'autant plus alarmantes que l'agriculture est le pivot des économies sahéliennes avec en moyenne plus du tiers du PIB, et que plus de 80% de la population dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance.

C'est pourquoi, en Afrique et particulièrement dans la région sahélienne, un grand espoir a été placé dans l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le Climat. Cet Accord a, entre autres, généré une initiative phare en Afrique, adoptée lors du Sommet Africain de l'Action en faveur d'une co-émergence continentale tenu au Maroc en marge de la COP 22 sur le climat ; en l'occurrence la création des trois Commissions climat pour l'Afrique, dont celle de la Région du Sahel que j'ai l'honneur de présider et qui regroupe dix-sept (17) pays.

Pour son opérationnalisation, la Commission climat pour la Région du sahel, s'est dotée d'un Plan d'Investissement Climatique (PIC-RS 2018-

2030), d'un coût global d'environ 440 milliards de dollars avec pour objectif de contribuer à l'effort planétaire d'atténuation des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et d'accroître les capacités d'adaptation et de résilience des populations Sahéliennes. Il a fait l'objet d'une table ronde pour son financement et d'une réunion consultative de haut niveau que j'ai présidée, le 22 septembre 2019 à New York, réunion qui a enregistré la participation de hautes personnalités internationales notamment Monsieur le Secrétaire Générale des Nations Unies.

La présente table ronde organisée une année après celle citée ci-haut, trouve ainsi sa pertinence, parce qu'elle nous permet de renouveler notre appel à l'endroit de tous nos partenaires. Notre plus grand souhait est que la présente rencontre serve de catalyseur afin d'impulser une forte mobilisation de tous les partenaires ainsi que l'ensemble des parties prenantes du Plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel.

Mesdames, Messieurs,

Juguler les effets des changements climatiques nécessite une volonté politique, c'est-à-dire un engagement total des pays, en particulier ceux développés, à honorer leur promesse pour le financement des mesures d'adaptation et le relèvement de leurs ambitions en matière de réduction des émissions polluantes.

Selon le rapport sur l'état du déficit des Contributions Déterminées au niveau National en Afrique, établi en 2018 par la Plateforme africaine pour les CDN, le continent nécessitera plus de 3 000 milliards de dollars US, pour honorer les engagements pris au titre de ces Contributions. Or, le

continent Africain qui contribue le moins aux émissions globales de gaz à effet de serre, vit un grave déficit de financement pour faire face au changement climatique, en particulier pour l'adaptation, indique la même source.

C'est pourquoi, la définition de mécanismes clairs et performants pour le financement des politiques climatiques, le transfert de technologie et la transparence de l'appui, doivent constituer à nos yeux des préoccupations majeures pour notre conférence.

Naturellement des efforts importants doivent être consentis par les différents pays membres en dépit de multiples défis qu'ils doivent prendre en charge pour leur développement. Ils doivent faire preuve d'esprit de sacrifice pour concrétiser leurs engagements pris lors de la dernière conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue à Niamey au Niger, le 25 février 2019 de financer le plan d'Investissement Climat pour la Région du Sahel à hauteur de 10%.

Il me paraît important de souligner que le Niger, en sa qualité de pays coordonnateur, a régulièrement apporté son appui au processus de l'opérationnalisation de cette commission en la dotant notamment d'un siège, du personnel d'appui et d'une dotation budgétaire initiale.

Pour terminer, je voudrais au nom de la Commission Climat pour la Région du Sahel, inviter chaque Pays partie à la Convention des Nations Unies pour les changements Climatiques, à jouer pleinement sa partition dans ses rôles et responsabilités, afin de réussir ensemble à renverser la trajectoire climatique. Le chemin qui reste à parcourir est encore très long ; et les conséquences de l'inaction climatique encore plus désastreuses pour les générations actuelles et futures.

Je vous remercie pour votre aimable attention.